



HAL
open science

Sciences du langage et marchandisation des savoirs : une réflexion depuis l'expérience ethnographique

Quentin Boitel

► To cite this version:

Quentin Boitel. Sciences du langage et marchandisation des savoirs : une réflexion depuis l'expérience ethnographique. 24èmes Rencontres des Jeunes Chercheurs (RJC) en Sciences du Langage. “ Du linguiste à son objet : la distance en question(s) ”, Jun 2021, Paris, France. pp.91-109. hal-03918890

HAL Id: hal-03918890

<https://hal.science/hal-03918890v1>

Submitted on 26 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

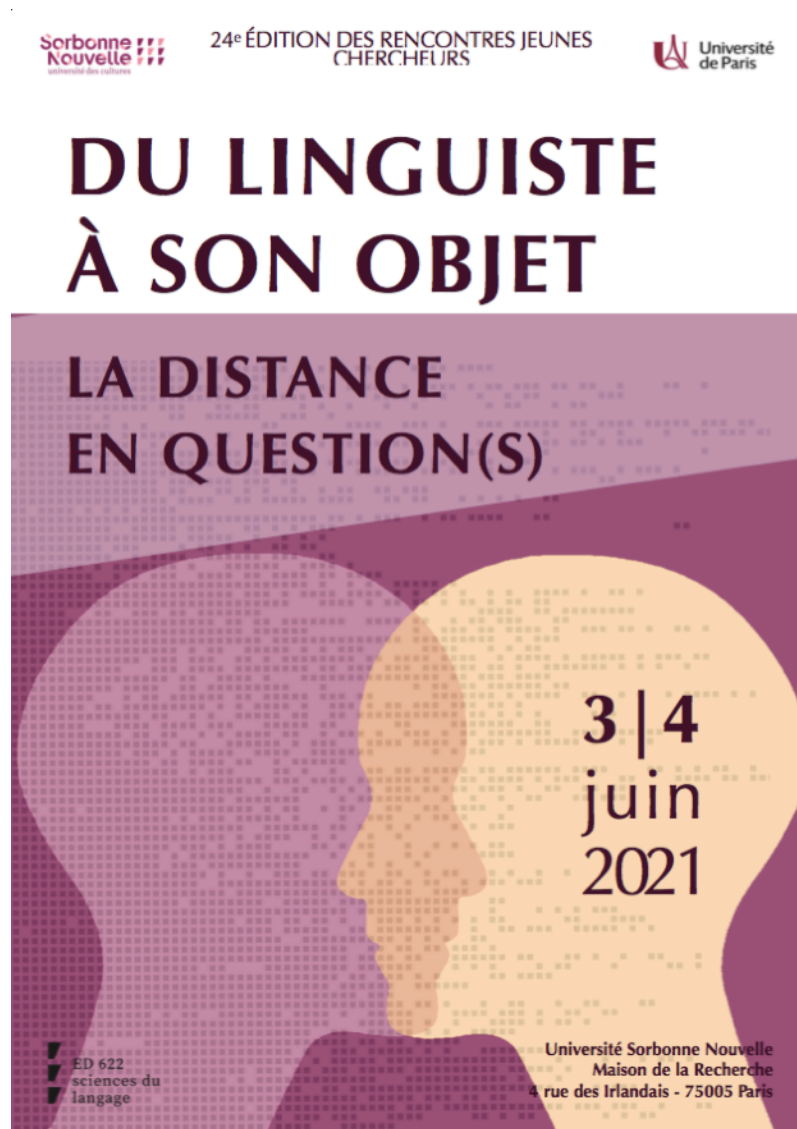


Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

DU LINGUISTE À SON OBJET : LA DISTANCE EN QUESTION(S)

Actes des 24^{èmes} Rencontres des Jeunes Chercheurs (RJC) en Sciences du Langage

ED622 Sciences du Langage – Sorbonne-Nouvelle et Paris-Cité



EDITÉ PAR IRINA GHIDALI, CAMERON MORIN,
ALEKSANDRA SAVENKOVA & CHENYANG ZHAO



COMITÉ DE RÉDACTION

Irina GHIDALI

Cameron MORIN

Aleksandra SAVENKOVA

Chenyang ZHAO

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Philippe BOULA de MAREUIL

Maria CANDEA

Jean-Louis CHISS

Benjamin FAGARD

Sebastien FEDDEN

Franck NEVEU

Nicolas QUINT

Anne SALAZAR ORVIG

Gilles SIOUFFI

Cécile VAN DEN AVENNE

Chantal WIONET

Sommaire

Irina GHIDALI

[Introduction](#)2

Ilona SINZELLE POŇAVIČOVÁ

[Positionnement du Cercle linguistique de Prague vis-à-vis de la langue standard et son rôle dans la vie publique de la Tchécoslovaquie de l'entre-deux-guerres](#)6

Joanna PAUCHARD

[La dialectologie du francoprovençal de Suisse romande. La description linguistique à l'épreuve des représentations : langue authentique et témoins idéalisés](#)46

Bich Lien BUI

[Complexité d'une langue isolante : exemple du co-verbe en vietnamien](#)69

Quentin BOITEL

[Sciences du langage et marchandisation des savoirs : une réflexion depuis l'expérience ethnographique](#)91

Manon BOUCHARÉCHAS

[Représentations mutuelles dans la relation chercheur-enquêté : L'ethos en jeu dans l'entretien compréhensif](#)110

Claire DOQUET

[La langue en débats dans des discours de linguistes : Controverses sur l'écriture inclusive](#)130

Sciences du langage et marchandisation des savoirs : une réflexion depuis l'expérience ethnographique

Quentin BOITEL

Chercheur associé au CERLIS (UMR 8070), Université Paris Cité

contact@quentinboitel.com

RÉSUMÉ

Cet article interroge les liens entre linguistique et capitalisme, en abordant trois aspects de cette relation : 1) la pratique de l'enquête ethnographique et ses implications politico-économiques ; 2) les modalités de financement et de production de la recherche scientifique ; et 3) le choix de nos objets de recherche. A partir d'exemples tirés d'une enquête ethnographique sur les initiatives de revitalisation d'une « langue en danger », menée dans le cadre d'une recherche doctorale au Salvador (Amérique Centrale), il s'agit de questionner la façon dont l'économie néolibérale façonne certaines manières d'envisager la recherche et nos objets d'étude. En montrant comment celle-ci dessine aujourd'hui les conditions matérielles de la production scientifique et les modalités d'enquête sur le langage, cet article interroge la « distance » dont nous pouvons faire preuve avec nos objets d'étude.

Mots-clés : *Sciences du langage – économie politique – revitalisation linguistique – capitalisme – ethnographie*

ABSTRACT

This article examines the links between linguistics and capitalism by addressing three aspects of this relationship: 1) the practice of ethnographic inquiry and its political-economic implications; 2) the modalities of funding and production of scientific research; and 3) the choice of our research objects. Based on examples drawn from an ethnographic survey on initiatives to revitalize an "endangered language", carried out as part of a doctoral research project in El Salvador (Central America), the aim is to question the way in which the neoliberal economy shapes certain ways of considering research and our objects of study. By showing how the neoliberal economy is now shaping the material conditions of scientific

production and the modalities of investigation on language, this article questions the "distance" we can show with our objects of study.

Key words: *Linguistics – political economy – language revitalization – capitalism – ethnography*

1. INTRODUCTION

Les 24^{èmes} *Rencontres Jeunes Chercheurs* (RJC) de l'Université Sorbonne Nouvelle invitaient par leur titre, « *Du linguiste à son objet : la distance en question(s)* », à interroger la relation entre le ou la linguiste et ses objets d'étude, l'appel à communication évoquant notamment l'idée que celui- ou celle-ci, puisse « avoir parfaitement intégré la pensée d'une époque ou d'un groupe social au point de ne plus s'en dissocier dans son activité scientifique » (RJC 2021). Cette invitation à questionner la *distance* entretenue à la fois avec nos objets et avec un certain « esprit du temps » est entrée en résonance avec mon expérience de doctorant travaillant dans une université française et menant une enquête sociolinguistique ethnographique sur le mouvement de revitalisation du náhuat, une langue minoritaire parlée au Salvador, en Amérique Centrale (Boitel 2021). Lors de mon travail de terrain, je me suis trouvé régulièrement interpellé par les paroles de mes interlocuteurs et interlocutrices d'enquête, dont certain·es vivaient dans une extrême précarité économique, et mettaient en question la capacité de la recherche scientifique à élaborer avec elles et eux un cadre émancipateur. Ce dont témoigne ce monsieur d'un village situé en milieu rural, venu prendre la parole au micro lors d'une célébration publique du náhuat en 2017 :

« Par exemple on a quelqu'un que vous connaissez [*nom d'un chercheur salvadorien*] et lui est- fils de personnes nahuablantes à cent pour cent... mais pour plus de sécurité il se réunissait avec les petites vieilles et les petits vieux posant des questions prenant des notes des photos... qu'est-ce qui s'est passé, aujourd'hui il est professeur et les petites vieilles avec qui il se réunissait pour discuter aujourd'hui il ne leur rend plus du tout visite... on le voit plus (dans le village il l'ont laissé xx et?) travailler donc il est là le problème comme on vous dit que- ... même en tant que connaissances ou amis ou dans le genre ... parfois on se laisse rouler dans la farine comme dit l'expression n'est-ce pas »⁷⁹

⁷⁹ Les deux extraits de corpus transcrits dans cet article ne reprennent pas la norme ICOR utilisée dans le travail de thèse (Groupe ICOR 2013), mais selon une norme de transcription simplifiée (usage de majuscules, de ponctuation, notation simplifiée des pauses), ceci afin d'en faciliter la lecture.

Quelle « distance » avoir face à ces propos ? Dans la mesure où l'objet (sociolinguistique) de mon enquête était le mouvement de revitalisation du náhuat et ses enjeux politiques, je me trouvais à la fois pleinement aux prises avec celui-ci, et en même temps interpellé dans ma position de chercheur venu, moi aussi, enregistrer des paroles. Une « inquiétude ethnographique » (Fassin 2008) me saisissait, et m'amenait à réfléchir au caractère problématique, voire indésirable, de ma propre présence (Olivier de Sardan 1995, Céfai 2003, Bensa 2006, Fassin & Bensa 2008). Partant des propos de Didier Fassin, qui appelle à ce que l'on « reconnaisse les problèmes posés par ce travail de terrain, qu'on s'en préoccupe, qu'on en tire les conséquences pour le statut de la connaissance ethnographique, pour la qualité de la relation d'enquête et pour l'engagement des sciences sociales dans la cité » (Fassin 2008:7), le présent article propose d'esquisser une analyse des liens qu'entretient la recherche en sciences du langage avec le capitalisme, à partir de ma propre expérience de jeune chercheur⁸⁰.

2. UNE ETHNOGRAPHIE DES INITIATIVES DE REVITALISATION DE LA LANGUE NÁHUAT : IMPLICATIONS POLITICO-ÉCONOMIQUES

C'est d'abord par l'expérience ethnographique que je me suis intéressé aux liens entre linguistique et capitalisme. J'ai mené entre 2014 et 2019 une enquête ethnographique sur les initiatives de revitalisation de la langue náhuat au Salvador (Amérique Centrale) dans le cadre de mon travail de thèse de doctorat (Boitel 2021). Le náhuat (ou pipil) est une langue autochtone uto-aztèque considérée comme quasi-éteinte, parlée par quelques centaines de personnes de la partie occidentale du Salvador (Campbell 1985, Lemus 2015). Malgré le faible nombre de locuteurs estimés, la langue fait l'objet d'intenses efforts de revitalisation de la part de plusieurs collectifs et d'institutions étatiques comme le ministère de l'Éducation du Salvador (MINED 2017), parfois avec le soutien d'organisations internationales telles que l'Unesco (Ministerio de Cultura 2018). Lors de mon enquête, j'ai participé à de nombreux événements publics et célébrations de la langue náhuat, et fréquenté des militant·es pour la revitalisation et des personnes autochtones reconnues comme *nahuablantes* (« locuteurs et locutrices natives du náhuat »). J'ai observé que si la revitalisation était particulièrement

⁸⁰ Je tiens à remercier chaleureusement l'ensemble des organisateurs et organisatrices des 24èmes Rencontres Jeunes Chercheurs (RJC) de l'Université Sorbonne Nouvelle, tenues en 2021. Je tiens aussi à remercier particulièrement Camaron Morin, ainsi que les deux relecteur·ices anonymes de ce chapitre pour leurs commentaires et encouragements. Je reste bien sûr seul responsable des éventuelles erreurs qui resteraient au terme de nos échanges.

défendue par les personnes métisses ou étrangères, les personnes autochtones se montraient réservées voire critiques de dispositifs de promotion de la langue qui ne leur bénéficiaient pas, ou peu (Boitel 2018, 2021, Dohle & Squillaci 2018). La critique formulée par le monsieur cité plus haut rejoignait celle, plus explicite, de ce militant autochtone, tenue au cours du même événement :

« ... On sait que presque toutes les universités maintenant, depuis que le thème autochtone s'est... s'est positionné (...) le thème autochtone a pris vie et peut se trouver à avoir un financement... regardons l'Union Européenne, avec ses projets de financement. Aujourd'hui il y a une rubrique « peuples autochtones ». Elle est là ! Dans le commerce du thème autochtone. Au Salvador avant personne n'aurait parié un sou dessus mais maintenant oui ! Alors que devons-nous faire nous- les- les communautés, les peuples, les femmes et les hommes qui vivez dans les communautés ne vous laissez pas enregistrer ni vous prendre en photo si ce n'est pas avec un objectif qui soit communautaire... » (membre d'une association de promotion culturelle autochtone, prise de parole publique du 26 novembre 2017)⁸¹.

Cette mise en garde, formulée comme un refus d'être placé dans une « rubrique » permettant l'accès à des financements par des acteurs externes au détriment des communautés locales, faisait partie d'une prise de parole assez longue, au cours de laquelle le militant décrivait par ailleurs, de façon détaillée et critique, la façon dont selon lui les chercheur·es travaillant sur le náhuat procèdent : des personnes qui « se forment dans les universités » ; une fois dans la communauté, mènent des « entretiens », enregistrent les discussions « que ce soit en espagnol ou en náhuat », pour ensuite « thématiser » les savoirs, les « systématiser », les « ordonner », pour finalement sortir « étiquetés par un intellectuel » qui va les « mettre dans un livre » qui sera vendu. Il résume ce processus en parlant d'un « monde où la connaissance vaut de l'argent ». Le public auquel il s'adressait, composé notamment de chercheur·es salvadorien·nes, de personnes autochtones de la région et de militant·es pour la langue náhuat, a été particulièrement réceptif à ses propos, et certaines personnes autochtones venue à l'événement ont rebondi sur son intervention en soulignant à leur tour le problème de l'exploitation de leurs ressources langagières, alors même qu'elles vivent dans une situation de grande pauvreté. Cette situation d'enquête, entre autres, m'a amené à m'interroger sur le

⁸¹ Ce militant dirige une association de promotion de la culture náhuat et de revendication des droits pour les personnes autochtones, basée dans la ville de Santa Ana (deuxième ville du Salvador). J'ai eu l'occasion de le rencontrer et d'échanger avec lui à plusieurs reprises lors de mon enquête. Ce passage ainsi que les citations entre guillemets du paragraphe suivant sont tirés d'un corpus de ma thèse de doctorat. L'original, en espagnol, a été traduit par mes soins. Le terme « autochtone » traduit l'espagnol « *indígena* ».

paradoxe que constitue une recherche « engagée » dans une situation de revitalisation linguistique : quelle « distance » adopter dans un contexte où, en tant que jeune chercheur européen, je suis à la fois observateur et assimilé à un statut que les personnes rencontrées sur le terrain taxent d'extractivisme ou de néocolonialisme ?

Ce que pointait ce militant, comme d'autres interlocuteurs·trices d'enquête, c'est qu'au-delà des « bons sentiments » entourant souvent la recherche sur les « langues en danger » (voir De Swaan 2004, Cameron 2007), les linguistes travaillant sur cette thématique sont bel et bien amené·es à *commodifier* les pratiques langagières, en les transformant en livres ou en archives quantifiables et numérisables (Nathan 2008), c'est-à-dire en biens échangeables sur un marché académique global (Dobrin *et al.* 2007), dominé par de grands groupes de publication (tels que Springer, Taylor & Francis ou encore Elsevier)⁸².

Si l'analyse du langage comme fait économique et comme *commodité* est loin d'être nouvelle (Bourdieu 1977, 1982, Gal 1989, Irvine 1989, Heller 2003), et les linguistes loin d'être les seul·es à *commodifier* les pratiques langagières en contexte de revitalisation linguistique (voir Boccara & Ayala 2011, Pivot 2013, Kelly–Holmes & Pietikäinen 2014, Costa Wilson 2015, Coombe 2016), il reste à analyser précisément ces processus dans la production de la recherche scientifique sur le langage elle-même, justement parce que le vocabulaire mobilisé par les chercheur·es apparaît souvent comme simplement descriptif, et non porteur d'un imaginaire capitaliste. Or, à une époque que le théoricien des médias Ned Rossiter décrit comme marquée par « une demande managériale pour que les produits du travail intellectuel – la connaissance codée comme propriété intellectuelle, qui rend possible l'objet marchandise – soient soumis à la logique de la valeur d'échange et aux mécanismes du marché » (Rossiter 2003 : 110. Traduit de l'anglais par mes soins), il est crucial de prendre en compte et mettre en évidence cet « imaginaire néolibéral » (*ibid.*) qui travaille, souvent de manière implicite, la production de la recherche scientifique, nos méthodes d'enquête ou encore le vocabulaire que nous utilisons, surtout lorsque ceux-ci apparaissent comme « neutres » ou simplement

⁸² Les tentatives de contournement de ce système de privatisation de la recherche et leur répression judiciaire, telles que les initiatives d'Aaron Swartz (un informaticien militant pour la liberté d'accès aux connaissances) ou d'Alexandra Elbakyan (fondatrice de la plateforme Sci-Hub), illustrent la difficulté à défendre une recherche scientifique ouverte. Le réseau social Academia®, qui semble à première vue offrir une plateforme davantage « ouverte » en permettant aux chercheur·es de « partager » leurs travaux, s'inscrit en fait pleinement dans une perspective de génération de profits, selon des dispositifs décrits de façon très détaillée par Malo Morvan (2019).

« descriptifs », alors même que nos interlocuteurs·trices d'enquête nous interpellent sur leur caractère situé et politique.

3. CAPITALISME ET ORGANISATION DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Poser la question du lien entre capitalisme et linguistique, c'est donc plus largement se demander ce que fait l'économie néolibérale aux recherches sur le langage. Comment nos idées sur le langage et les langues se trouvent-elles aujourd'hui influencées par les processus économiques, et quelles en sont les conséquences ? Cette question implique de se pencher sur la façon dont l'espace académique se trouve reconfiguré dans le cadre des transformations de l'Université et des institutions de recherche, en tant que lieux de travail et de production de savoirs.

Les années 1970-1980 constituent un tournant historique, au cours duquel la « gestion » des universités reprend l'idée de *New Public Management*, une théorie inspirée des entreprises privées états-uniennes visant à « rationaliser la décision publique, en s'appuyant sur des études coût/avantage, coût/efficacité avec l'idée qu'évaluer c'est mesurer et mesurer c'est être objectif, scientifique, donc indiscutable » (Gaulejac 2012 : 9 ; voir Berman 2011, Bleiklie *et al.* 2011). Au cours des cinquante dernières années, c'est ce modèle managérial qui « prône des valeurs de performance, de compétition, d'efficacité, de mobilité, de flexibilité » (Gaulejac 2012 : 17), et donc centrées sur le modèle libéral de la liberté individuelle et de la concurrence généralisée, qui est progressivement introduit dans les institutions publiques, dont la recherche scientifique. Ce tournant se concrétise dans des réformes des systèmes universitaires nationaux, comme en France (Rey & Feyfant 2017), où se met en place une gestion guidée par l'idée de « capital humain » (Bihl 2011).

Cette restructuration néolibérale de la recherche, que l'on peut qualifier de « financiarisation » de l'université (Lebaron 2015) a eu pour conséquences sur le long terme un sous-financement de la recherche publique conduisant à un sous-encadrement administratif et enseignant, une mise en compétition économique avec des financements à la performance ou par projet (Harari-Kermadec & Moulin 2015), guidés par l'inscription des établissements de recherche au palmarès des classements internationaux (voir Barats & Leblanc 2013), ou encore une

augmentation des « fonds propres » des universités, conduisant inéluctablement à précariser le personnel et à augmenter les frais d'inscription (Dupont 2014, Granger 2015, Eyraud 2019)⁸³. Ces transformations, qui sont allées de pair avec l'adoption d'une « novlangue managériale » (Vandeveld-Rougale 2017), ont conduit à une dégradation des conditions de travail et une augmentation des risques psycho-sociaux dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche, à la fois du côté des étudiant·es et du personnel (voir Dequiré 2007, Durat & Brunet 2014, OCDE 2021).

Qu'implique cette reconfiguration globale du monde scientifique sur la conduite de recherches sur le langage ? En poursuivant la réflexion déjà menée par les collègues ayant travaillé cette question (Duchêne 2011, Block, Gray & Holborow 2012, Duchêne & Heller 2012, Del Percio 2016, Vandeveld-Rougale 2017, Vernet 2020), et en prenant un exemple tiré de ma propre expérience, je veux mettre en lumière la tension créée par cette rencontre du monde scientifique avec les mécanismes de l'économie capitaliste au sein des sciences du langage.

Au cours de mon doctorat, une amie jeune chercheuse m'a informé d'un contrat post-doctoral intégré à un projet de recherche européen, publié sur une plateforme d'emploi spécialisé dans la recherche scientifique⁸⁴. J'ai constaté, comme elle me l'avait signalé, que mon profil correspondait sur de nombreux points à la fiche de poste : l'équipe de recrutement cherchait un·e jeune chercheur·e titulaire d'un doctorat en (socio)linguistique, ayant rédigé une thèse en lien avec les langues indigènes ou minoritaires, si possible sur le Salvador ou l'Amérique Latine, et ayant plusieurs publications à son actif sur le sujet ; compétent·e en náhuat (pipil), maîtrisant l'anglais et l'espagnol, ayant une expérience en sociolinguistique de terrain sur les langues amérindiennes, et éventuellement, un engagement « étayé » au sein d'initiatives de revitalisation linguistique. La mission consistait à mener une enquête qualitative et quantitative au sein de communautés autochtones du Salvador, à analyser le problème de la

⁸³ Les « fonds propres » sont des ressources que l'Université ne reçoit pas sous forme de « crédits » (les subventions de l'Etat, des collectivités territoriales, d'organismes nationaux ou internationaux) mais sous la forme de recettes générées par la prestation de services (location par exemple), la vente, les droits d'inscription, les prestations de formation continue, etc. Un bon exemple est celui des frais d'inscription pour les étudiant·es : dans un système de recherche financée par des subventions publiques, les frais d'inscription sont logiquement nuls, ou très faibles. Si ces subventions baissent, les universités doivent augmenter leurs ressources propres, et se tournent donc vers une augmentation des frais d'inscription, ce qui engendre une inégalité d'accès à l'enseignement sur la base d'un critère économique et conduit à des formes de clientélisme (voir Naidoo *et al.* 2017).

⁸⁴ Je me suis efforcé d'anonymiser le projet en question du mieux possible. Il ne s'agit nullement de faire la critique d'un projet en particulier, mais de partir de celui-ci pour mettre en lumière une situation globale.

« perte de langue » et les discours publics ou médiatiques en lien avec les langues indigènes, les groupes minoritaires et les politiques linguistiques au Salvador à partir d'une collecte de données sociolinguistiques et ethno-linguistiques, et enfin, à participer aux publications de l'équipe. Le salaire mensuel proposé était d'environ 1330 euros⁸⁵.

La logique de « projet » qui sous-tend cette annonce est aujourd'hui courante dans le monde universitaire (Barrier 2011). Mais cet exemple me permet de mettre en lumière la tension existant au sein de la pratique de la recherche entre des logiques opposées. En effet, cette annonce de poste s'adressait à des jeunes chercheur·es, en leur proposant un contrat à la fois précaire et faiblement rémunéré (au vu du nombre des qualifications requises et de la spécialisation des « compétences » attendues)⁸⁶, des conditions que nous sommes pourtant généralement prêt·es à accepter puisqu'en échange, un tel contrat constitue à la fois un moyen temporaire d'avoir des revenus⁸⁷, et peut constituer un tremplin pour une carrière ou l'obtention de financements ultérieurs. Ce jeu entre précarité et promesse d'un avenir stable et/ou prestigieux entraîne des conséquences directes sur la façon de mener une linguistique de terrain.

En effet, si une recherche sur la revitalisation linguistique implique un certain « engagement » politique (au sujet des peuples autochtones et des « langues en danger ») de la part du ou de la chercheur·e, cet engagement entre en tension avec les attendus « normaux » d'un tel type de projet international : définition des attendus par l'équipe de recherche, résultats chiffrés, « livrables », dont dépendent le plus souvent d'éventuels futurs financements. Ainsi, par-delà le désir de réaliser une recherche respectueuse et éthique, prenant acte de la critique anticoloniale faite par les premières personnes concernées par les questions de langues

⁸⁵ Cette annonce s'accompagnait d'autres appels à candidature pour le même projet de recherche, avec des postes offerts à plusieurs niveaux, notamment pour des masterants (rémunérés à temps partiel autour de 350 euros/mois) et des doctorants (contrats doctoraux de 3 ans autour de 820 euros/mois). Je n'ai évidemment pas postulé, étant en thèse sous contrat doctoral au moment où l'annonce était disponible.

⁸⁶ J'entends « faiblement rémunéré » par rapport au coût global de la vie en Europe et aux implications financières d'un tel travail (mobilité Europe-Amérique Centrale, achat de matériel, coûts liés à l'enquête, etc.).

⁸⁷ Barrier (2011) écrit : « Bien que les chercheurs considèrent que la thèse est d'abord le lieu d'un apprentissage, les doctorants apparaissent *de facto* de plus en plus comme des quasi-chercheurs contractuels, venant épauler les permanents et affectés à la réalisation d'une activité de recherche définie par les engagements des équipes dans des projets » (p.532). Je précise que cela n'a pas été mon cas dans le cadre de mon doctorat, mais le poste donné en exemple ci-dessus s'inscrivait clairement dans une telle logique.

minoritaires ou « en danger », les conditions matérielles de la recherche actuelle conduisent en réalité à une double exploitation économique : des chercheur·es d'une part (et en particulier les étudiant·es et jeunes chercheur·es recrutés en contrats précaires, qui constituent une main d'œuvre plus vulnérable à qui peut être demandée la réalisation de tâches de base⁸⁸) ; des « données » construites dans ce cadre d'autre part, autrement dit, des produits du travail intellectuel des personnes auprès de qui l'enquête a été menée (la « connaissance codée comme propriété intellectuelle » dont parle Rossiter (2003), cité plus haut). Il en résulte ce que dénonçait le militant cité plus haut : la catégorie de « peuples autochtones » devient une « rubrique » au sein d'une recherche académique globale où elle constitue un levier de financement ne bénéficiant que peu, ou pas, aux personnes autochtones, alors que cette recherche les concerne en premier lieu.

Le double processus de décontextualisation et de recontextualisation des pratiques linguistiques autochtones, surtout lorsqu'il est posé par la recherche scientifique comme « engagé » voire « postcolonial », s'inscrit ainsi dans une contradiction que la sociologue bolivienne Silvia Rivera Cusicanqui nomme « économie politique de la connaissance » :

« Au lieu d'une géopolitique de la connaissance, je propose la tâche de réaliser une "économie politique" de la connaissance. Non seulement parce que la "géopolitique de la connaissance" anticoloniale est une notion qui n'est pas mise en pratique, mais qui se contredit plutôt par des gestes de recolonisation des imaginaires et des esprits de l'intelligentsia du Sud. C'est aussi parce qu'il est nécessaire de quitter la sphère des superstructures et de décortiquer les stratégies économiques et les mécanismes matériels qui opèrent derrière les discours. Le discours postcolonial en Amérique du Nord n'est pas seulement une économie d'idées, c'est aussi une économie de salaires, de confort et de privilèges, ainsi qu'une certification de valeurs, par l'octroi de diplômes, de bourses, de maîtrises, d'invitations à enseigner et d'opportunités de publication » (Rivera Cusicanqui 2010 : pp. 65-66. Traduit de l'espagnol par mes soins).

⁸⁸ Pour citer à nouveau Barrier (2011) : « la délégation des tâches de production scientifique de base aux doctorants est essentielle vis-à-vis de la capacité des chercheurs à diversifier leurs portefeuilles d'activités. En effet, au-delà du *volume* de temps dont disposent les doctorants, leur rôle est crucial parce qu'ils peuvent être dédiés de *façon continue* à une ligne de recherche — elle-même éventuellement directement inscrite dans le cadre d'un projet — alors que l'emploi du temps des titulaires est fragmenté par la conduite en parallèle de différents projets » (p.532).

Autrement dit, au-delà des postures « engagées », voire « post-/décoloniales » que nous pouvons revendiquer depuis le Nord, l'organisation globale des rapports Nord/Sud et donc de la recherche internationale pousse à reproduire des mécanismes d'extraction et de capitalisation des savoirs produits par les personnes qui ne perçoivent *in fine* aucun ou peu de bénéfices, alors que cela permet aux chercheur·es du Nord d'obtenir ceux offerts par le monde académique (prestige, stabilité économique, etc.) (voir Grinevald & Sinha 2020).

4. CHOIX D'OBJETS

À la lumière de cette tension entre processus de marchandisation et sciences du langage, il est possible d'analyser de façon renouvelée la transformation actuelle de nos recherches et le choix de nos objets d'étude. Un nombre croissant de recherches sur le langage intègre des approches critiques, féministes, décoloniales, et renouvellent leurs objets en conséquence. Si cette évolution est positive, il convient de se questionner sur la portée réelle d'une telle transformation dans le cas de la recherche sur les « langues en danger ». Pour illustrer ce point, je me focaliserai ici, à titre exploratoire, sur la tension produite par des notions telles que « décolonisation » ou « *empowerment* » et ce qu'elles produisent en termes de relations d'enquête et de choix d'objets d'étude.

Dans un récent ouvrage collectif sur la revitalisation linguistique paru aux *Cambridge University Press*, les deux éditrices écrivent dans l'introduction de l'ouvrage, à propos de la collaboration entre linguistes, activistes de la revitalisation, et personnes de contextes géographiques et culturels divers :

« *l'empowerment* mutuel est possible. Le profond respect que nous avons développé pour des systèmes de connaissances et des approches différentes peut non seulement décoloniser notre recherche et nos pratiques, mais aussi contribuer à l'élaboration de stratégies plus efficaces de revitalisation » (Olko & Sallabank 2021 : 2, traduit de l'anglais par mes soins).

Si l'objectif d'une recherche respectueuse est évidemment souhaitable, la formulation questionne : le but de la collaboration est-il vraiment de « décoloniser notre recherche » (et à qui renvoie ce « nous ») ? Autrement dit, la relation d'enquête ne serait-elle pas un but en soi,

mais un simple moyen (de pratiquer une meilleure recherche) ? L'usage des termes « collaboration » et « décoloniser » ici va-t-il au-delà d'un effet d'annonce ou d'un phénomène de « *branding* » académique ?⁸⁹

Le problème que pose ce type de propos est que la mobilisation de tels « mots-clés » (Williams 1983) a un potentiel de neutralisation de la conflictualité, comme peut l'être par exemple la formule « développement durable » (Krieg-Planque 2010). Ainsi, tout·e chercheur·e venant d'un pays du Nord réalisant une recherche dans un pays du Sud peut se dire « décolonial·e » ou revendiquer une approche « collaborative », ce qui le ou la prémunit des critiques sans que cela n'entraîne nécessairement de changement profond dans l'organisation politico-économique de la recherche au niveau global, ni dans le choix des objets de recherche. Loin de redéfinir les pratiques de recherche, de tels termes peuvent servir de simples vernis permettant le maintien de rapports de domination à l'échelle globale :

« Des néologismes tels que « dé-colonial », « transmodernité », « ecosimia » prolifèrent et enchevêtrent le langage, paralysant leurs objets d'étude - les peuples indigènes et afro-descendants - avec lesquels ils pensent être en dialogue. Mais ils créent également un nouveau canon académique, en utilisant un monde de références et de contre-références qui établit des hiérarchies (...). Dotée d'un capital culturel et symbolique grâce à la reconnaissance et à la certification des centres académiques américains, cette nouvelle structure de pouvoir académique se réalise dans la pratique par le biais d'un réseau de professeurs invités et en visite entre les universités et par le flux - du Sud au Nord - d'étudiant·es autochtones ou afro-descendant·es (...) » (Rivera Cuscanqui 2010 : 64-65, traduit de l'espagnol par mes soins).

Ce caractère problématique de la revendication décoloniale depuis les institutions académiques des pays du Nord a été soulignée par plusieurs chercheurs, qui ont pointé la « ventriloquie », le caractère instrumental de certaines recherches prétendument « collaboratives », ou encore l'attitude consistant à parler « au nom de », alors même que les approches post- et dé-coloniales proviennent justement d'un refus de la représentation et d'une volonté d'éradiquer l'organisation coloniale du monde (voir Rivera Cusicanqui 2007, 2010, Inclán Solís 2016, Mendoza 2018, Dohmen 2020, Parker 2020). Ce problème est rendu

⁸⁹ Je renvoie à la remarquable analyse d'Aneta Pavlenko (2018) de la notion de *superdiversité* dans l'espace académique anglophone.

d'autant plus manifeste que les objets de recherche, par-delà les intentions affichées de « décoloniser la recherche », restent sensiblement les mêmes. Comme le souligne Finex Ndhlovu à propos de la recherche sur le langage,

« Bien que les métaphores ronflantes des droits de l'homme, de l'anti-impérialisme et de la biodiversité trouvent un écho dans les conversations internationales contemporaines autour des questions de justice sociale et d'équité, les appels passionnés à leur égard n'ont pas servi à grand-chose car l'idéologie de la langue standard reste imposée comme le seul cadre conceptuel valable et légitime informant les conceptions courantes de ce que l'on entend par "langue" » (Ndhlovu 2018 : 118, traduit de l'anglais par mes soins).

Ceci est particulièrement vrai pour le domaine de la revitalisation linguistique, où les « langues » (comprises comme des systèmes clos) et leur description restent invariablement le thème de recherche principal des linguistes, et non les personnes qui les parlent (Perley 2012, Costa 2011, Pennycook & Makoni 2019 : chapitre 4). Le caractère « ronflant » de certaines catégories « engagées » nous invite donc à la prudence, d'autant qu'elles peuvent être systématiquement réappropriées et promues par un certain imaginaire néolibéral comme sources de valeur ou de profit (Jaffe 2007, Heller & Duchêne 2012, Urciuoli 2015).

Pour conclure ce point, il me semble ainsi nécessaire de nous questionner davantage sur la façon dont l'économie politique conditionne nos choix d'objets, et donc notre vocabulaire, nos méthodes d'enquête. En opérant un travail critique, un déplacement de nos objets d'étude est inévitable : il s'agit alors de nous intéresser aux intrications du langagier, du politique et de l'économique, en regardant au plus près comment les institutions contemporaines agissent sur, et par les sujets parlants. Abandonner « la langue » comme objet de focalisation ne conduit pas à renoncer à l'étude du langage, bien au contraire, cela nous pousse à déplacer nos interrogations sur les processus par lesquels nous interagissons socialement, en intégrant l'économique comme une composante centrale des interactions langagières.

5. CONCLUSION

Cet article a apporté des arguments en faveur d'une réflexion critique sur les liens entre capitalisme et sciences du langage, en fournissant des exemples tirés de ma propre expérience de recherche, pour montrer l'importance de penser une économie politique de la recherche

linguistique. A travers les questions posées par l'enquête ethnographique, par les conditions matérielles de production de la recherche scientifique aujourd'hui, et enfin, par le choix de nos objets d'étude, j'ai voulu montrer qu'il est nécessaire de s'intéresser aux effets du capitalisme sur la linguistique et ses objets. Cette contribution s'est faite à partir d'une réflexion sur le domaine des « langues en danger » et de la « revitalisation linguistique », ne prétendait évidemment pas à l'exhaustivité, et mériterait d'être élargie. A partir des cas exposés, il s'agit de susciter la discussion autour des transformations profondes de la recherche actuelle sous la pression de reconfigurations néolibérales du monde du travail académique. Pour conclure, il est important de rappeler que cette invitation à la réflexion n'est nullement « militante », mais véritablement épistémologique : il s'agit, à partir d'une réflexion sur les conditions matérielles de la recherche, de réfléchir à nos objets d'étude tels qu'ils sont en partie déterminés par les structures politiques et économiques dans lesquelles nous vivons et dont il nous est difficile, précisément, de prendre de la *distance*.

BIBLIOGRAPHIE

Barats, Christine & Leblanc, Jean-Marc. (2013). Généalogie de la co-construction médiatique du « classement de Shanghai » en France. Corpus de presse et usages sociodiscursifs. *Mots. Les langages du politique* [En ligne], n°102, 2013, mis en ligne le 02 septembre 2015, consulté le 05 janvier 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/21313>.

Barrier, Julien (2011). La science en projets : financements sur projet, autonomie professionnelle et transformations du travail des chercheurs académiques. *Sociologie du Travail*, vol. 53, n° 4, pp. 515-536.

Bensa, Alban (2006). *La fin de l'exotisme : Essais d'anthropologie critique*. Toulouse : Anacharsis.

Berman, Elizabeth Popp (2011). *Creating the market university: How academic science became an economic engine*. Princeton : Princeton University Press.

Bihr, Alain. (2011). L'idéologie néolibérale. *Semen* n°30, 2011, pp. 43-56.

Bleiklie, Ivan, Enders, Jürgen, Lepori, Benedetto & Musselin, Christine. (2011). New Public Management, Network Governance and the University as a Changing Professional

Organization. In : Christensen, Tom, Laegreid, Per. *The Ashgate Research Companion to New Public Management*, Ashgate, pp. 161-176.

Bleiklie Ivan et al. (2011). New public management, network governance and the university as a changing professional organization. In Tom Christensen, Per Laegreid, *The Ashgate research companion to new public management*. Farnham : Ashgate, pp. 161-176.

Block, David, Gray, John & Holborow, Marnie. (2012). *Neoliberalism and Applied Linguistics*. Londres : Routledge.

Bocara, Guillaume & Ayala Patricia. (2011). « Patrimonializar al indígena. Imaginación del multiculturalismo neoliberal en Chile ». *Cahiers des Amériques latines* 67, 2011, pp. 207-228.

Boitel, Quentin. (2018). Proyectos culturales, políticas lingüísticas y justicia social. Las iniciativas de revitalización del náhuat en El Salvador. In: Quiles, F., Quiñones, A. C., Cruz Rivas, C. Y. & Padilla y Velasco, C. (Eds.) *Como bálsamo de Fierabrás. Cultura en tiempos y territorios en conflicto*, pp. 62-87. Cuadernos del Aula, 4º volumen, 2018, Sevilla, España.

Boitel, Quentin. (2021). “*Le náhuat fleurit, mais pas ici à Santo Domingo*”. *Une sociolinguistique politique de la revitalisation de la langue náhuat (El Salvador – Amérique Centrale)*. Thèse de doctorat, sous la direction de Cécile Canut. Paris : Université Paris-Descartes (non publiée).

Bourdieu, Pierre. (1977). L'économie des échanges linguistiques. *Langue française*, n°34, 1977, « Linguistique et sociolinguistique », sous la direction de Pierre Encrevé, pp. 17-34.

Bourdieu, Pierre. (1982). *Ce que parler veut dire*. Paris : Fayard.

Cameron, Deborah. (2007). Language endangerment and verbal hygiene: History, morality and politics. In A. Duchêne & M. Heller (Eds.), *Discourses of Endangerment* (pp. 268-285). London & New York : Continuum.

Campbell, Lyle. (1985). *The Pipil Language of El Salvador*. Berlin : Mouton Publishers, Mouton Grammar Library n°1.

Céfaï, Daniel (2003). *L'Enquête de terrain*. Paris : La Découverte.

Coombe, Rosemary J. (2016). The knowledge economy and its cultures: Neoliberal technologies and Latin American reterritorializations. *HAU : Journal of Ethnographic Theory* 6:3, pp. 247-275.

Costa, James. (2011). Compte rendu : Peter AUSTIN, Julia SALLABANK (éds). *The Cambridge Handbook of Endangered Languages. Langage et société*, 137, 137-140.

Costa Wilson, James. (2015). Toute langue est-elle commodifiable ? Quelques réflexions à partir de la situation actuelle du gaélique et de l'écosais en Écosse. *La Bretagne Linguistique*, n°19, 2015, pp. 205-218.

Del Percio, Alfonso (2016). Le plurilinguisme suisse à l'ère du capitalisme tardif : investissement promotionnel sur un capital national. *Anthropologie et Sociétés* 39, no 3 (2015), pp. 69–89. <https://doi.org/10.7202/1034760ar>.

Dequiré, Anne-Françoise. (2007). Le monde des étudiants : entre précarité et souffrance. *Pensée plurielle*, 2007/1 (n° 14), pp. 95-110.

De Swaan, Abram. (2004). Endangered languages, sociolinguistics, and linguistic sentimentalism. *European Review*, 12(04), pp. 567-580.

Dobrin, Lise, Austin, Peter K. & Nathan, David. (2007). Dying to be Counted: The Commodification of Endangered Languages in Language Documentation. In *Language Documentation and Description*, vol. 6, edited by Peter K. Austin, 37-52. London : SOAS.

Dohle, Ebany & Squillaci, Maria Olimpia (2018). D2.3 Linguists and Language Revitalization Networks. A comparison of Calabrian and Salvadoran contexts. [Rapport] *Projet Engaged Humanities in Europe*. 31 p.

Dohmen, Renate. (2020). The Artist As Postindian Warrior: Saviourism, Appropriation And Care In The Art Of Kent Monkman. *Revista de Estudios Globales y Arte Contemporáneo*, Vol. 7, N°1, 2020, pp. 409-442.

Duchêne, Alexandre & Heller, Monica. (dir.) (2007). *Discourses of Endangerement. Ideology and Interest in the Defence of Languages*. London : Continuum.

Duchêne, Alexandre. (2011). « Néolibéralisme, inégalités sociales et plurilinguisme : l'exploitation des ressources langagières et des locuteurs ». *Langage et société*, 136(2), pp. 81-108.

Duchêne, Alexandre & Heller, Monica. (dir.) (2012). *Language in Late Capitalism : Pride and Profit*. New York/London : Routledge.

Dupont, Yves. (2014). *L'Université en miettes. Servitude volontaire, lutte des places et sorcellerie*. Montreuil : L'Échappée, coll. « Pour en finir avec ».

Durat, Laurence & Brunet, Florence. (2014). Les facteurs de risques psycho-sociaux chez les personnels de l'enseignement et de la recherche. *Formation emploi*, n°125, 2014, pp. 29-46.

Eyraud, Corine. (2019). L'université française : mort sur ordonnance ? *Savoir/Agir*, vol. 47, no. 1, 2019, pp. 119-131.

Fassin, Didier (2008). Introduction. L'inquiétude ethnographique. In A. Bensa & D. Fassin (éd.), *Les politiques de l'enquête* (pp. 7-15). Paris : La Découverte, « Recherches ».

Fassin, Didier & Bensa, Alban (éd. 2008). *Les Politiques De L'enquête : Épreuves Ethnographiques*. Paris : La Découverte.

Gal, Susan. (1989). Language and Political Economy. *Annual Review of Anthropology* 18 (1989), pp. 345-367.

De Gaulejac, Vincent. (2012). *La recherche malade du management*. Versailles : Éditions Quæ.

Granger, Christophe. (2015). *La destruction de l'université française*. Paris : La Fabrique.

Grinevald, Colette & Sinha, Chris. (2020). North-South relations in linguistic science. Collaboration or colonialism? In : *Language, Culture and Identity – Signs of Life*. Edited by Vera da Silva Sinha, Ana Moreno-Núñez & Zhen Tian. *Cognitive Linguistic Studies in Cultural Contexts* 13, pp. 43-61.

Groupe ICOR. (2013). *Convention ICOR*, ICAR (CNRS – Lyon 2 – ENS de Lyon), mis en ligne sur : http://icar.cnrs.fr/ecole_thematique/tranal_i/documents/Mosaic/ICAR_Conventions_ICOR.pdf.

Harari-Kermadec, Hugo & Moulin, Léonard. (2015). Postface : De la mise en concurrence à la mise en marché de l'enseignement supérieur », *Formation emploi*, 132 | 2015, 91-103

Heller, Monica. (2003). Globalization, the new economy and the commodification of language and identity. *Journal of Sociolinguistics*, vol. 7, n° 4, pp.473-492.

Inclán Solís, Daniel (2016). Contra la ventriloquia: notas sobre los usos y abusos de la traducción de los saberes subalternos en Latinoamérica. *Cultura-Hombre-Sociedad*, Julio 2016, Vol. 26 n°1, pp. 61-80.

Irvine, Judith T. (1989). When Talk Isn't Cheap: Language and Political Economy. *American Ethnologist* 16, no. 2 (1989), pp. 248-267.

Jaffe, Alexandra. (2007). Minority Language Movements. In M. Heller (dir.), *Bilingualism: A Social Approach*, pp. 50-70. New York : Palgrave Macmillan.

Kelly-Holmes, Helen & Pietikäinen, Sari. (2014), Commodifying Sámi culture in an indigenous tourism site. *Journal of Sociolinguistics*, n°18, pp. 518-538.

Krieg-Planque, Alice. (2010). La formule “développement durable” : un opérateur de neutralisation de la conflictualité. *Langage et société*, vol. 134, no. 4, 2010, pp. 5-29.

Lebaron, Frédéric. (2015). Injonction comptable et révolution culturelle à l'Université. *La nouvelle revue du travail*, n°6, [en ligne]. <http://dx.doi.org/10.4000/nrt.2177>

Lemus, Jorge Ernesto. (2015). *El pueblo pipil y su lengua: de vuelta a la vida*. San Salvador: Editorial Universidad Don Bosco.

Mendoza, Breny. (2018). Can the subaltern save us? *Tapuya: Latin American Science, Technology and Society*, 1:1, pp. 109-122.

MINED (Ministerio de Educación). (2017). *¡Titaketzakan Nawat! ¡Hablemos náhuat! Módulo 1 para docentes*. San Salvador : Ministerio de Educación.

Ministerio de Cultura. (2018). *Titajtakezakan. Hablando a través del tiempo: inventario de la tradición oral de Santo Domingo de Guzmán*. San Salvador : Gobierno de El Salvador.

Morvan, Malo (2019). Pourquoi je ne suis (presque) pas sur Academia.edu®. *Agencements*, 4, 206-231. <https://doi-org.lama.univ-amu.fr/10.3917/agen.004.0206>

Naidoo, Rajani, Shankar, Avi & Veer, Ekant (2011). The consumerist turn in higher education: Policy aspirations and outcomes. *Journal of Marketing Management*, 27:11-12, 1142-1162

Nathan, David. (2008). Digital archives: essential elements in the workflow for endangered languages documentation and revitalisation. In Peter K. Austin (ed.) *Language Documentation and Description*, vol. 5, pp. 103-119. London : SOAS.

OCDE (2021). Reducing the precarity of academic research careers. *OECD Science, Technology and Industry Policy Papers*, n° 113, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/0f8bd468-en>.

Olivier de Sardan, Jean-Pierre (1995). La politique du terrain. *Enquête*, n°1 (1995), pp.71-109.

Olko, Justyna & Sallabank, Julia. (2021). Welcome! In: Olko, Justyna & Sallabank, Julia (ed.) *Revitalizing Endangered Languages. A practical guide*, pp. 1-6. Cambridge : Cambridge University Press.

Parker, Joe. (2020). Epistemology and Decolonial Politics. *Society and Space*, disponible à l'adresse <https://www.societyandspace.org/articles/epistemology-and-decolonial-politics>.

Pavlenko, Aneta. (2018). 8. Superdiversity and Why It Isn't: Reflections on Terminological Innovation and Academic Branding. In : *Sloganzation in Language Education Discourse: Conceptual Thinking in the Age of Academic Marketization*, edited by Barbara Schmenk, Stephan Breidbach and Lutz Küster. Bristol, Blue Ridge Summit : Multilingual Matters, pp. 142-168.

Pennycook, Alastair & Makoni, Sifree. (2019). *Innovations and Challenges in Applied Linguistics from the Global South*. New York : Routledge.

Perley, Bernard C. (2012). Zombie Linguistics: Experts, endangered languages and the curse of undead voices. *Anthropological Forum*, 22(2), pp. 133–149.

Pivot, Bénédicte. (2013). Revitalisation d'une langue post-vernaculaire en pays rama (Nicaragua). *Langage et société* n°145, pp. 55-79.

Rey, Olivier & Feyfant, Annie. (2017). *Les transformations des universités françaises*. [Rapport de recherche] Institut français de l'Éducation, unité veille & analyses.

Rivera Cusicanqui, Silvia (2007). Décoloniser la sociologie et la société. *Journal des anthropologues*, n°110-111, pp. 249-265.

Rivera Cusicanqui, Silvia. (2010). *Ch'ixinakax utxiwa. Una reflexión sobre prácticas y discursos descolonizadores*. Buenos Aires : Tinta Limón.

RJC 2021. (2021). 24èmes Rencontres Jeunes Chercheurs (RJC 2021). « Du linguiste à son objet : la distance en question(s) ». 3 et 4 juin 2021. Appel à communications.

Rossiter, Ned. (2003). Processual Media Theory. *Symploke* 11(1-2), pp. 104-131.

Urciuoli, Bonnie. (2015). La « diversité » comme capital : la re-conceptualisation néolibérale de la différence linguistique et sociale. *Anthropologie et Sociétés*, 39 (3), pp. 91–114.

Vandeveldt-Rougale, Agnès. (2017). *La novlangue managériale. Emprise et résistance*. Toulouse : Érès, collection Sociologie clinique.

Vernet, Samuel. (2020). Sur quelques principes d'argumentation néolibérale dans l'enseignement du français en Acadie. *Circula : revue d'idéologies linguistiques*, n°11, pp. 63-84.

Williams, Raymond. ([1976] 1983). *Keywords: A Vocabulary of Culture and Society*. Oxford: Oxford University Press.